

Rapport explicatif de la modification de l'ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles

du 10 septembre 2025

1. Introduction

Conformément à l'art. 30, al. 2, de la loi du 30 septembre 2011 sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)¹ et à l'art. 2, al. 2, let. b, ch. 1, de la convention du 26 février 2015 entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles², le Conseil des hautes écoles de la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE) a précisé les conditions de l'accréditation et a adopté l'ordonnance du 28 mai 2015 pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles (ordonnance d'accréditation LEHE)³.

L'ordonnance d'accréditation LEHE précise les conditions de l'accréditation institutionnelle selon l'art. 30 LEHE et de l'accréditation de programmes selon l'art. 31 LEHE. À cet effet, elle définit les conditions de l'admission à la procédure d'accréditation, la procédure de l'accréditation initiale et du renouvellement de l'accréditation ainsi que les standards de qualité devant être appliqués dans les procédures.

Suite aux différentes discussions sur l'ordonnance d'accréditation qui ont eu lieu entre 2015 et 2022, le Conseil des hautes écoles a décidé d'ancrer dans l'ordonnance le principe d'une procédure simplifiée pour le renouvellement de l'accréditation institutionnelle. Le Conseil suisse d'accréditation (CSA) et l'Agence suisse d'accréditation et assurance qualité (AAQ) ont été chargés d'élaborer, sur la base de l'expérience acquise au cours des sept dernières années, une proposition qui contribue à simplifier le renouvellement de l'accréditation.

La présente proposition de modification vise à l'exécution de ce mandat (ch. 2 et 4). Parallèlement, les standards de qualité définis à l'annexe 1 de l'ordonnance ont été révisés sur la base des expériences acquises ces dernières années (ch. 3) et des lignes directrices ont été élaborées afin de clarifier la procédure d'accréditation pour tous les acteurs concernés, à savoir les hautes écoles et les agences d'accréditation (ch. 5).

2. Bilan au terme du délai transitoire LEHE

Au terme du délai transitoire de fin 2022 fixé à l'art. 75, al. 1, LEHE pour l'accréditation des hautes écoles existantes, le CSA a tiré un bilan sur la base de plus de 50 procédures d'accréditation institutionnelle et d'entretiens avec tous les groupes d'intérêts. Il est parvenu à la conclusion que la procédure d'accréditation institutionnelle avait pleinement rempli les objectifs qui étaient fixés : les hautes écoles de droit public ont pu obtenir à temps leur accréditation d'institution et ont pour partie procédé à d'importants ajustements structurels. Parallèlement, le faible taux de réussite de moins de 50 % des institutions privées montre que l'accréditation institutionnelle remplit sa fonction de « filtrage » pour le paysage suisse des hautes écoles.

Dans son bilan, le CSA a aussi identifié des points à optimiser, en particulier dans les formulations des standards de qualité. Les hautes écoles consacrent des efforts disproportionnés à l'auto-évaluation. Bien que le guide de l'agence recommande un volume de 50 à 80 pages pour l'auto-évaluation, celle-ci est souvent beaucoup plus longue. De plus, les accréditations institutionnelles sont parfois assorties d'un grand nombre de conditions. Dans son analyse, le CSA est toutefois parvenu à la conclusion que la cause principale de ces deux évolutions réside dans la formulation des standards de qualité.

Dans la version actuelle, un standard comprend souvent plusieurs critères. Parallèlement, les standards ne se réfèrent pas à l'organisation, aux activités et à l'équipement de la haute école, mais au système d'assurance de la qualité. Il en résulte une certaine approximation et des auto-évaluations complexes, car les hautes écoles ne disposent pas d'indications claires sur la manière de satisfaire aux standards. Dans le cas des critères

¹ RS 414.20

² RS 414.205

³ RS 414.205.3

fondamentaux tels que la recherche ou la qualification du personnel scientifique, le manque de précision des standards conduit à des évaluations peu concluantes, qui aboutissent souvent à des décisions assorties de conditions.

3. Standards de qualité : nouvelle formulation

Lors de leur introduction en 2015, les standards de qualité ont été volontairement formulés de façon ouverte afin de laisser aux hautes écoles la plus grande autonomie possible pour y satisfaire. Des formulations ouvertes génèrent toutefois aussi de l'incertitude sur la manière de se conformer aux standards. Sur la base de son bilan, le CSA est parvenu à la conclusion que la reformulation des standards de qualité permet d'augmenter la précision de ceux-ci et, par conséquent, de définir plus clairement le cadre de leur application.

Le CSA a décidé d'élaborer, conjointement avec l'AAQ, une proposition de standards de qualité reformulés. En automne 2024, il a discuté de son projet avec les responsables de la qualité de tous les types de haute école et des hautes écoles privées. Il a ensuite adopté les nouveaux standards à l'attention de la CSHE.

L'art. 30 LEHE continue de constituer le cadre légal du présent projet de révision. Le Conseil d'accréditation n'a ni ajouté ni supprimé de critères par rapport à la version en vigueur. Les standards sont désormais regroupés en trois domaines, au lieu de cinq jusqu'à présent :

- I. Organisation et direction de la haute école, gouvernance et gestion de la qualité
- II. Enseignement, recherche et prestations de services
- III. Personnel, finances et infrastructures

Le premier domaine des standards de qualité porte ainsi d'abord sur les éléments structurels puis, dans le deuxième domaine, sur les activités centrales des hautes écoles et, dans le troisième, sur les conditions-cadre de la haute école. L'ancien domaine « Communication interne et externe » est intégré dans des standards au contenu correspondant. Les domaines relatifs à la « stratégie d'assurance de la qualité » et à la « gouvernance » sont regroupés en un seul domaine. Les activités centrales des hautes écoles gagnent ainsi en visibilité et en importance dans l'évaluation. Les 18 standards existants font nouvellement place à 23 standards. Enfin, le CSA a aussi précisé l'énoncé des standards et supprimé les termes trop vagues. Le synopsis du projet des standards révisés présente chaque nouveau standard de 2024 par rapport à la version de 2015, soulignant ainsi les différences entre les deux versions (annexe synopsis).

4. Commentaire des articles

Art. 1 let. c, titre de la section 5 et art. 8a

Dans le cadre des discussions sur l'ordonnance d'accréditation, le Conseil des hautes écoles avait décidé d'ancrer dans le texte le principe d'une procédure simplifiée pour le renouvellement de l'accréditation institutionnelle. Dans le cadre des discussions sur l'ordonnance d'accréditation, le Conseil des hautes écoles avait décidé d'ancrer le principe d'une procédure simplifiée pour le renouvellement de l'accréditation institutionnelle dans l'ordonnance. Conformément au principe énoncé à la section 5, les dispositions concernent en effet la procédure initiale et le premier renouvellement de l'accréditation. Le Conseil des hautes écoles avait chargé le SAR d'élaborer des propositions pour la mise en œuvre d'une procédure de renouvellement de l'accréditation.

Vu que les variantes proposées pour la procédure de renouvellement de l'accréditation ne faisaient pas l'unanimité, le Conseil des hautes écoles a chargé le Conseil d'accréditation de lui soumettre, après la fin des accréditations en cours à fin 2022, une nouvelle proposition visant à simplifier l'accréditation, en collaboration avec l'AAQ et sur la base des expériences accumulées au cours des sept dernières années. Étant donné que la présente modification d'ordonnance vise à mettre en œuvre ce mandat, la mention «*du premier renouvellement*» peut être supprimée à l'art. 1, let. c et dans le titre de la section 5, et l'art. 8a abrogé.

Les articles de la section 5 règlent dorénavant la procédure de la première accréditation et du renouvellement de l'accréditation.

Art. 9, al. 1

En vertu de la modification proposée de l'annexe 1 de l'ordonnance, l'examen ne se limite pas seulement au système d'assurance de la qualité, mais doit également porter sur le respect des standards de qualité. La formulation de l'alinéa 1 est par conséquent adaptée et complétée avec la notion de standards de qualité.

Art. 19 Durée de validité de l'accréditation

L'art. 19 de l'ordonnance d'accréditation LEHE actuelle fixe la durée de validité de l'accréditation à sept ans. Les procédures d'accréditation durent en règle générale 18 mois depuis leur ouverture par l'agence d'accréditation jusqu'à la décision du CSA. Lorsqu'on y ajoute l'examen des conditions d'admission à la procédure d'accréditation, celle-ci peut durer au total jusqu'à 24 mois.

Avant d'ouvrir la procédure de renouvellement, il faut en outre vérifier si les éventuelles conditions imposées lors de la précédente procédure ont été satisfaites. Cette vérification peut être effectuée « sur dossier » par l'agence ou par des experts, ou dans le cadre d'une visite sur place par ces derniers. Cela entraîne un délai supplémentaire de 18 mois pour vérifier le respect de ces conditions. D'un point de vue purement arithmétique, les hautes écoles disposent donc de 3,5 ans pour remplir ces conditions. Dans sa pratique actuelle, le Conseil d'accréditation fixe généralement des délais de 24 mois, et dans de rares cas, de 36 mois.

Il est proposé de réduire la durée de validité de l'accréditation initiale à 5 ans et d'allonger la durée de validité du renouvellement de l'accréditation à 8 ans. Cette différenciation avec deux durées de validité distinctes permet d'une part de simplifier le renouvellement de l'accréditation, et d'autre part de relever le seuil de l'accréditation initiale. Pour l'accréditation initiale, cela signifie que les hautes écoles ont au maximum 1 an et demi à disposition pour remplir les conditions. La pratique montre que cela permet de combler les lacunes dans les exigences formelles. En revanche, les lacunes dans la recherche ou au niveau du personnel scientifique nécessitent généralement plus de temps. Lors d'une accréditation initiale dont la durée de validité est réduite à 5 ans, il sera désormais tenu compte du fait que les conditions imposées peuvent être satisfaites dans un délai plus court. Lorsque les conditions imposées sont nombreuses, l'accréditation sera par conséquent refusée. Le raccourcissement de la durée de validité de l'accréditation initiale a pour conséquence de réduire le nombre d'accréditations assorties de conditions et conduit donc à des décisions plus rapides et plus systématiques. À l'inverse, l'allongement de la durée de validité du renouvellement de l'accréditation contribue à réduire la charge administrative pour les hautes écoles déjà accréditées.

Art. 22, al. 1 première phrase et art. 23

Selon la formulation actuelle, les standards de qualité sont regroupés en cinq domaines. La modification de l'ordonnance nécessite une adaptation formelle de ces deux articles. Il n'est en revanche pas nécessaire de mentionner les domaines ou leur nombre.

Art. 24 Disposition transitoire relative à la modification du ...

L'alinéa 1 régit le traitement des demandes en suspens au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance. Celles-ci seront examinées selon l'ancien droit. Cela permet de tenir compte du fait que les hautes écoles ont déjà commencé à préparer leur demande d'accréditation selon les dispositions actuellement en vigueur.

L'alinéa 2 prévoit une exception pour les demandes de renouvellement de l'accréditation qui sont en suspens au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance. Dans les cas où l'accréditation est renouvelée, la durée de validité appliquée est de huit ans, conformément au nouvel art. 19, al. 2.

Entrée en vigueur

Il est prévu que le Conseil des hautes écoles prenne connaissance des résultats de la consultation lors de sa séance de février 2026 et qu'il adopte les modifications définitives de l'ordonnance et en fixe l'entrée en vigueur pour le 1^{er} juillet 2026.

5. Directives du Conseil suisse d'accréditation

Le Conseil d'accréditation statue sur l'accréditation institutionnelle sur la base des propositions formulées par les agences, des rapports des groupes d'experts et des auto-évaluations des hautes écoles. Les conditions requises pour l'accréditation institutionnelle sont définies à l'article 30 LEHE. L'ordonnance sur l'accréditation

LEHE concrétise ces conditions sous forme de standards de la qualité et fixe la procédure. Les agences disposent toutefois d'une marge de manœuvre dans l'organisation de la procédure. Les éléments suivants sont obligatoires : rapport d'auto-évaluation (art. 11 ordonnance d'accréditation LEHE), groupe d'experts, visite sur place et rapport du groupe d'experts (art. 12) ainsi que les standards (art. 22 et annexe 1). Les experts disposent quant à eux d'une marge d'appréciation pour l'évaluation des standards de qualité.

Avec le nouvel instrument des lignes directrices, le CSA apporte une contribution supplémentaire à la clarté des procédures. Il expose pour chaque standard les preuves qu'il estime nécessaires pour l'évaluation des standards par les groupes d'experts et pour sa décision d'accréditation. Il souhaite ainsi clarifier ses attentes et sa pratique décisionnelle pour tous les acteurs concernés – hautes écoles et agences – en amont des procédures, sans interférer avec l'indépendance opérationnelle des agences. Les lignes directrices sont un instrument du Conseil d'accréditation qu'il peut modifier s'il constate un manque de clarté ou la tendance à une interprétation erronée d'un standard.

Annexes :

- Synopsis standards de qualité
- Lignes directrices CSA